



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue Foljuif
77140 Saint-Pierre-lès-Nemours

Références : E 24 0917
Code AIOT : 0006501372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans la carrière de sables industriels SIBELCO France de LARCHANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- BONNEVAULT 77244001 77760 Larchant
- Code AIOT : 0006501372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- 77244001

La carrière et les installations de traitement de sables industriels et de grès situées aux lieux dits « Les Groues », « Le Casse Cou », « La range des Champarts », « Le Chemin Verteau », « Le Chemin de Paris », « La Besace » sont autorisées au bénéfice de la société SIBELCO France par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 pour une durée de 30 ans. L'arrêté préfectoral n° 2002 DRIAT UD 77 099 a modifié les montants de référence des garanties financières et la remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-14 + plan	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 3.19	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 3.16	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 5.1	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-1	Sans objet
9	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont fait paraître quelques manquements qui seront levés sans difficultés. L'inspection sera toutefois particulièrement attentive à la réalisation du verger. La carrière est globalement bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 3.19
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan orienté sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres, les bornes, - les zones en cours d'exploitation, - les zones déjà exploitées non remises en état, - les zones remises en état, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les installations de traitement de matériaux, les convoyeurs, de terres végétales et de matériaux non valorisables issus du site et destinés à la remise en état du site, - la position des éléments visés à l'article III.18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les bornes de nivellement fond de fouille, les piézomètres. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stérile de découverte et terre présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler. Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspection des installations classées au plus tard au 31 mars de l'année N+1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan de situation à fin 2023 doit lui être transmis avant</p>

le 31 mars. L'inspection a reçu ce document par mail le 28 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 3.16

Thème-s : Risques accidentels, Remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé uniquement avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables).

Constats :

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche (ou une aire étanche équipée d'un point bas) permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats :

Cette prescription est respectée pour les engins SIBELCO, l'inspection rappelle que cette prescription concerne aussi le ravitaillement des engins des sous-traitants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Il existe sur le site trois piézomètres. Au plus tard six mois après la notification du présent arrêté un quatrième piézomètre sera implanté à l'aval hydraulique pour compléter le dispositif de suivi de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant consignera dans un registre les relevés mensuels du niveau de la nappe dans chacun des piézomètres, les résultats des analyses annuelles des prélèvements effectués dans les piézomètres et portant notamment sur les paramètres de l'article IV-3-2-2 ci après.

Les années paires on mesurera également le fer, le plomb, le cuivre, le mercure, le chrome IV, le zinc et la conductivité. L'installation de prélèvement d'eau est équipée d'un compteur volumétrique.

Constats : Il existe 4 piézomètres sur site. L'inspection constate que le PZ 2 n'est pas cadenassé, un autre Piézomètre n'est pas identifié. Les analyses de la qualité des eaux souterraines sont faites en années paires et en années impaires sur des paramètres différents. Les résultats ont été consultés en séance. La consommation d'eau est de 743 m ³ pour l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vérifier que tous les piézomètres sont identifiés et cadenassés. Prévoir une inspection décennale des piézomètres en 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.
Constats : Les paramètres S1, S2 et S3 de la période quinquennale en cours sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-2
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenues en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier...
Constats : 1- L'exploitant utilise l'emprise du verger comme zone de stockage de matériel. L'exploitant s'est engagé à évacuer le matériel et a envoyé un justificatif à l'inspection par mail le 28 mars. 2-Le fossé d'infiltration des rejets des deux déshuileurs-débourbeurs n'est pas entretenu. L'exploitant s'est engagé à l'améliorer et a envoyé un justificatif à l'inspection par mail le 28 mars. Il apparaît que l'exploitant a seulement re-profilé le fossé, il doit maintenant améliorer l'intégration paysagère de cet aménagement pérenne situé à l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit améliorer l'intégration paysagère de cet aménagement perenne situé à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-14 + plan
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée :
La remise en état comprend un verger en appui sur la déviation de la Rd.
Constats :
Le verger n'existe pas, les arbres n'ont pas poussé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit reprendre les travaux concernant le verger (de nouvelles plantations cet hiver, par exemple) en s'entourant des compétences nécessaires pour que cet élément de la remise en état de la carrière soit effectif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-1
Thème(s) : Autre, Cotes de fond d'extraction
Prescription contrôlée :
Les sables ne sont pas extraits en eaux:
-L'extraction est arrêtée à 2 mètres au-dessus de la nappe phréatique, la cote qui sert de référence est celles des plus hautes eaux dont le plan varie de 65,2 m à l'Est du site à 67,5 m à l'ouest de celui-ci.
-Dès que la cote limite d'extraction (niveau des plus hautes eaux + 2 m) est atteinte , l'exploitant met en place sur le carreau de la carrière une borne ou un repère fixe de nivellement NGF, pour permettre à tout moment de contrôler cette prescription.
Constats :
Au vu du plan consulté en séance et du plan de situation à fin 2023 transmis par mail le 28 mars 2024, les côtes « fond de fouilles » sont respectées. Aujourd'hui, en partie ouest, la cote fond de fouille est 76,67 m NGF, au-dessus de ces limites.
Toutefois les chroniques piézométriques font parfois apparaître en partie ouest des niveaux de nappe supérieurs aux niveaux de référence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir sous six mois une étude visant à évaluer la pertinence ou non des valeurs de référence des plus hautes eaux prises en compte par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2001 pour la poursuite de l'exploitation dans la partie Ouest de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-9

Thème(s) : Autre, Hauteur de fronts, stabilité des terrains

Prescription contrôlée :

a) grès : l'extraction se fait au brise roche hydraulique ou en utilisant des explosifs pour les très gros bancs (la hauteur de front ne dépasse pas 4 m).[...]

b) Sables industriels: L'extraction se fait à l'aide de chargeuses sur pneus; les fronts d'extraction auront donc une hauteur compatible avec ce type d'engin.(...)

Constats :

Il n'y a d'extraction de grès en cours le jour de l'inspection.

L'extraction des sables industriels se fait avec le type d'engin prescrit.

Il est rappelé à l'exploitant que les gradins successifs doivent être conservés lorsque la limite du périmètre est atteinte en partie supérieure et que c'est sur ces gradins que s'appuie la remise en état des fronts de la carrière.

C'est le sens du deuxième paragraphe de l'article III-18 :

... « l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. »

Type de suites proposées : Sans suite

